

# LA VÉRITÉ

Parti Communiste Internationaliste (Trotsky) - section française de la 4<sup>e</sup> internationale

RÉDACTION ADMINISTRATION

5, rue de Charonne, PARIS (11<sup>e</sup>). Tél. : ROQ. 69-52

ABONNEMENTS : 1 an : 1.200 fr. ; 6 mois : 600 fr. ; 3 mois : 350 fr. - Etranger : 1 an : 1.500 fr. C.C.P. Sté de Presse, Editions et Librairie 6032-01 Paris

EN ASSASSINANT NAGY MALETER, GIMES ET SZILAGYI KHROUCHTCHEV, DIGNE HÉRITIER DE STALINE. CHOISSANT SOIGNEUSEMENT SON HEURE, PORTE UN NOUVEAU COUP A LA CLASSE OUVRIÈRE INTERNATIONALE

« DUNAPENTELE est la première ville socialiste de Hongrie. La majorité des habitants sont des ouvriers, et le pouvoir est entre leurs mains. Après la révolution victorieuse du 23 octobre, les ouvriers ont élu leur Comité National... La population de la ville est armée... Les maisons ont toutes été construites par les ouvriers eux-mêmes... Les ouvriers défendent la ville contre des fascistes... mais aussi contre les troupes russes. La majorité des usines travaille. Il n'y a pas de contre-révolutionnaires dans la ville. »

C'est en ces termes que le Conseil Ouvrier de Dunapentele, le 7 novembre 1956, rejetait l'ultimatum russe. Le « libéral » Khrouchtchev répondit en lançant ses tanks...

Et les prolétaires hongrois furent écrasés sous un déluge de fer et de feu. Par dizaines de milliers, les survivants furent internés dans les camps, déportés en Russie, emprisonnés, torturés, fusillés en secret, sans jugement.

C'est que la révolution du petit peuple hongrois constituait une menace mortelle pour le colosse russe. La bureaucratie de l'U.R.S.S., cette caste privilégiée de quelques millions de techniciens, d'officiers supérieurs, de hauts fonctionnaires du parti et de l'Etat qui a usurpé l'héritage de la révolution bolcheviste d'octobre 1917, voit les masses travailleuses de l'U.R.S.S. ne supporter qu'avec une impatience accrue d'année en année par les progrès même de l'économie, les monstrueux privilèges matériels qu'elle s'arroge.

Le relâchement de l'absolutisme policier, après la mort de Staline, n'a fait que mettre en lumière l'antagonisme insoluble entre une économie collectiviste et planifiée, qui exige, pour assurer son fonctionnement harmonieux, que l'initiative des masses puisse se donner libre cours, et une direction bureaucratique ultracentralisée, qui, de réforme en réforme, de décentralisation en reconcentration, s'efforce en vain de ressaisir une réalité économique dont la complexité croissante lui échappe toujours davantage.

L'économie socialisée exige, pour s'épanouir, la démocratie socialiste. Mais la démocratie socialiste des producteurs est incompatible avec les privilèges d'une minorité.

C'est précisément la démocratie socialiste des producteurs, le régime des conseils d'ouvriers et de paysans, qu'avaient entrepris d'instaurer les prolétaires hongrois. Après les prolétaires de Berlin-Est, insurgés, en juin 1953, contre le régime policier d'Ulbricht, après les ouvriers de Poznan et de Varsovie, ébranlant le régime bureaucratique, ceux de Hongrie l'avaient abattu. L'appareil, cette pyramide bureaucratique de fonctionnaires et de policiers, par l'entremise duquel gouvernent les privilégiés russes, l'appareil du stalinisme hongrois avait volé en éclats. La contagion révolutionnaire gagnait les soldats russes eux-mêmes... Contrainte un instant à reculer, la bureaucratie de l'U.R.S.S. rassembla toutes ses forces et abattit les Conseils Ouvriers hongrois.

## L'HEURE ETAIT PROPICE

Contre la démocratie socialiste instaurée par les prolétaires hongrois, Moscou et Washington se divisèrent la besogne, suivant un jeu parfaitement orchestré. Le 27 octobre, le président des syndicats de Berlin-Ouest, Ernest Scharnowski, voulut appeler par la radio les ouvriers d'Allemagne orientale à une grève générale pacifique de solidarité avec leurs

frères hongrois ; il se vit interdire tous les émetteurs, y compris Rias, sous contrôle américain. Déjà, le 16 juin 1951, la propagande occidentale n'avait-elle pas censuré l'appel à la grève générale lancé par les ouvriers du bâtiment de Berlin-Est ?

C'est que la révolution hongroise, autant que la bureaucratie du Kremlin, menaçait l'impérialisme. L'erreur la plus grave devant cette crise, écrivait Pierre Brisson dans « Le Figaro » à propos de l'octobre polonais, « serait de confondre Moscou et le communisme... La convulsion polonaise, loin de présenter un symptôme de déclin, marque au contraire la victoire de la foi communiste. Se jugeant menacée par les abus, elle les dénonce, elle les rejette, et si elle les élimine, elle ne doutera plus de son triomphe. »

Et les machines de propagande des deux « blocs » fonctionnèrent de conserve. Les stalinistes prétendaient démontrer que les ouvriers et les paysans hongrois s'étaient battus pour restaurer le pouvoir des industriels et des grands propriétaires terriens ; l'Ouest, versant un torrent de larmes de crocodile, montrait le peuple hongrois en lutte pour la « libre entreprise »...

Aussi bien, le Kremlin avait-il choisi son heure. Ceux qui dénonçaient l'intervention russe en Hongrie pour faire oublier l'intervention franco-anglaise à Suez et la guerre d'Algérie, et ceux qui réclamaient à grand cri la paix en Algérie et le retrait des troupes impérialistes de Suez, en passant sous silence la Hongrie, se complétaient parfaitement. Ils collaboraient parfaitement dans une même œuvre réactionnaire de démoralisation, d'obscurcissement de la conscience de la classe ouvrière. Celle-ci, pour se battre, a besoin d'y voir clair ; elle a besoin de dirigeants aux mains propres, de dirigeants qui ne dénoncent pas un crime de la réaction pour mieux en couvrir un autre.

## POURQUOI CES NOUVEAUX CRIMES ?

Les travailleurs, dans leur masse, ne furent pas dupes des propagandes mensongères. Ils sentirent profondément, avec un sûr instinct de classe, le caractère prolétarien et socialiste de la révolution hongroise. Ils n'ont pas oublié.

Mais le silence se fit. Les compagnons détournés du stalinisme, à la Péju ou d'Astier, les intellectuels « progressistes » à la Sartre, les opposants-maison, à la Claude Roy, qui n'avaient pu que se désolidariser de l'intervention russe, crurent pouvoir se raccrocher de nouveau à l'appareil, et restaurer le mythe quelque peu décati de la « déstalinisation », de la libéralisation progressive, de l'évolution graduelle vers la dé-

(Suite page 2.)

R. MONGE.

## SUR LE « PARTI-UNIQUE » TROUBLES SUR LES ONDES

les points de vue sont multiples  
La mise en vacances des députés a considérablement réduit la vie politique publique en France. Mais si l'expression des contradictions de la bourgeoisie française est devenue moins spectaculaire, ses contradictions n'en demeurent pas moins. Il n'y a pas eu de miracle, rien n'a été réglé par l'investiture de de Gaulle, rien n'est réglé par son gouvernement.

Pour l'instant, l'analyse politique se réduit généralement à l'exégèse des paroles et des silences du général, exercice qui semble passionner la presse dite « intelligente ». D'ailleurs la politique française semble se réduire à des prises de position, la plupart favorables, à l'égard du général. Tout le monde est gaulliste, et il existe une variété de gaullismes qui ne paraissent, en dehors du fait qu'ils proclament leur soutien de l'activité du général, avoir que peu de choses en commun. Il existe un gaullisme de « gauche » dont se réclament les « socialistes » de

Mollet, et même un gaullisme « d'extrême-gauche » où voisinent catholiques progressistes et anti-colonialistes de salon. Un gaullisme du centre qui s'affirme « démocrate-chrétien », et naturellement un gaullisme gaulliste tel que le pratiquent les anciens R.P.F. Puis viennent toutes les variétés de droite du gaullisme, jusqu'aux poujadistes, prêts à tout pour libérer de Gaulle du « système »...

Pourtant derrière ces « ralliements », cette surenchère entre gaullismes, se masquent certaines des réalités politiques de la période.

## UN RECLASSEMENT DES FORCES POLITIQUES

On peut d'abord y voir une confirmation du décès de la IV<sup>e</sup> République. Avec elle tendent à disparaître, en tout cas sous leurs formes traditionnelles, les formations politiques qui y tenaient les premiers rôles. En même temps, s'opère un essai de reclassement des forces politiques par rapport au nouveau gouvernement, c'est-à-dire par rapport au « pouvoir fort » dont l'ensemble de la bourgeoisie joue maintenant la durée.

Le premier besoin de ce « pouvoir fort », c'est d'assurer ses bases et de voir confirmer sa stabilité par le vote de la constitution sur mesures qu'il proposera. Il est tout naturel que les groupes et les hommes politiques se mettent sur les rangs pour offrir leurs services dans le cadre de la préparation de ce référendum, affirmant qu'ils sont indispensables, par leur action, à son vote. C'est ainsi, que le mercredi 12 juin, les républicains-sociaux (les restes de l'ancien R.P.F.) proposaient la constitution, autour d'eux, d'un mouvement pour la V<sup>e</sup> République, d'un mouvement qui se battrait pour l'adoption de la nouvelle Constitution.

Certes, il va falloir au général son « mouvement » qui lui assure dans le pays un encadrement suffisant pour l'adoption de la nouvelle constitution. Mais, sur ce point, une forte concurrence existe

et, le 15 juin, Georges Bidault rendait publique une déclaration dans laquelle il disait notamment : « Il convient que, pour assurer la défense et plus tard la continuation de l'œuvre ainsi commencée, les hommes qui sont résolus à en assurer le succès et la durée, s'unissent en premier lieu selon leurs affinités de pensée et de tradition pour pouvoir faire ensuite l'apport libre de forces homogènes au mou-

(Suite page 3.)

F. FORGUF.

## LE MOUVEMENT SYNDICAL et l'association capital-travail

LES contradictions qui déchirent l'impérialisme français ne s'évanouiront certainement pas sur un coup de baguette magique. Sous une forme ou sous une autre, la crise économique, financière et sociale continuera. Le seul avantage — de taille, il est vrai — que la bourgeoisie française s'est assuré par l'accession du général de Gaulle au pouvoir, c'est qu'elle pourra tenter de régler quelques-uns de ses problèmes sans que les masses travailleuses interviennent directement, tout au moins peut-elle l'escompter raisonnablement.

Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1958, bien que es mouvements de grève d'août

1953, de septembre 1955, les manifestations de soldats, etc., n'aient pas abouti, à tout moment la classe ouvrière, par son intervention, était en mesure de modifier radicalement la situation. Aucune force extérieure, pas même les forces de répression de l'Etat bourgeois, n'aurait pu l'en empêcher. Seuls les appareils du P.S. et du P.C.F., de F.O. et de la C.G.T., chloroformant les masses, ont pu canaliser leur volonté de lutte, la maintenir dans les cadres du parlementarisme bourgeois, et permettre finalement la victoire de de Gaulle.

(Suite page 3.)

FRANÇOIS TARRANT.

(Suite page 4.)

P. LAMBERT.

## La grève des Bus de LONDRES

LONDRES sans autobus, ce n'est plus Londres. Or, depuis le 5 mai 1958, pas un seul autobus n'est sorti des dépôts. C'est la plus grande grève qui ait jamais eu lieu avec une telle unanimité, 56.000 travailleurs et travailleurs de cette R.A.T.P. londonienne sont dans le mouvement.

Leurs revendications se heur-

tent à un refus obstiné de la part de la direction, soutenue par le gouvernement.

Voilà près d'un an qu'ils avaient posé la revendication, modeste, d'une augmentation de 25 shillings par semaine, c'est-à-dire, en francs, avec la péréquation du pouvoir d'achat, environ 2.000 francs.

Ils s'étaient, tout de suite,

heurtés à une décision de la Commission d'arbitrage — c'est-à-dire le gouvernement — qui, rejetant la revendication des 25 shillings, proposait 8 shillings 6 (à peu près 600 fr.). Mais les modalités d'application de ces 8 shillings 6 étaient très particulières. Elles ne concernaient que



# Le mouvement syndical et l'association capital-travail...

UNE NOUVELLE PÉRIODE

(Suite de la page 3.)

**A**VEC l'accession au pouvoir du général, une nouvelle période a débuté : le « renforcement de l'autorité de l'Etat ». C'est avant tout le renforcement de ses forces de répression ; aujourd'hui, et pour la première fois depuis 1945, la bourgeoisie peut espérer qu'en cas de besoin les forces de répression s'opposeront avec succès à la classe ouvrière. Cet avantage comporte à terme de graves inconvénients. Pour le remporter, la bourgeoisie a dû faire sauter les soupapes de

## DE GAULLE ET LES SYNDICATS

**L**E président du Conseil a reçu toutes les confédérations syndicales, sauf la C.G.T. qui a refusé de se rendre à sa convocation. On ne peut dénier au général de Gaulle la volonté de s'informer et d'informer. Des organisations aussi fantomatiques que la Confédération Générale des Syndicats Indépendants et la Confédération Autonome du Travail ont eu ainsi « l'honneur » d'être reçus à l'hôtel Matignon. De Gaulle sait que, pour réaliser l'association capital-travail (au capital les profits, au travail la surexploitation et la misère), pièce maîtresse de « l'état fort » qu'il veut bâtir, il peut compter sur les « syndicats maison » que sont les syndicats affiliés à la C.G.S.I., et bon nombre de ceux de la

## DE RICHARD A BOTHEREAU

**R**ICHARD, du bureau confédéral F.O., n'a pas attendu longtemps pour se mettre sur les rangs. De Gaulle n'était pas encore investi par le Parlement qu'il revendiquait, avec l'appui de son collègue Lafond, un maroquin. Ce qui est normal, si l'on se souvient des positions « travaillistes » (en faveur d'un parti d'association des classes) prises précédemment par Richard, et du soutien apporté par Lafond aux positions colonialistes les plus extrêmes. Mais ce qui semble moins normal, ou même franchement anormal, c'est l'extrême discrétion du bureau confédéral F.O., qui s'est contenté de demander à Richard de ne pas prendre des positions publiques, sans le condamner en aucune manière. Il n'est pas inutile de rapprocher cette attitude du bureau confédéral F.O. de celle qu'adopta Bothereau au cours de la semaine précédant l'investiture du général de Gaulle. Par tous les moyens et de toutes les façons, F.O. a freiné toute action ouvrière. Pour Bothereau, jeudi 29 mai, il n'y avait absolument pas lieu de redouter l'arrivée au pouvoir du général, lequel « était gelé à Colombey-les-deux-Eglises ». Il ne faudrait surtout pas croire que Bothereau était dupe. Il dupait lui-même les travailleurs. Sa « discrétion » actuelle à l'égard de Richard-Lafond est de même nature que celle

## LES ASPIRANTS SÉNATEURS

**A** la C.F.T.C., toute une série de dirigeants, dont le secrétaire général Levard, adoptent une attitude identique à celle de leurs collègues de Force Ouvrière. Ce qui, après tout, n'est pas fait pour nous étonner. Organisation confessionnelle, dont le programme prône une collaboration fraternelle entre patrons et salariés, niant la lutte des classes, la C.F.T.C. n'a pas de divergences de principe avec l'association capital-travail. Ce n'est pas de ce côté qu'il y aura de grandes résistances au plan du général, si ce n'est dans quelques syndicats, dont l'opposition à la politique de la direction est déjà ancienne, et qui refuseront de souscrire à la nouvelle « charte du travail ». La position des dirigeants de la C.F.T.C., favorable à la participation au futur sénat que leur a proposé de Gaulle, est à cet égard suffisamment explicite. Il serait erroné de croire que, derrière son « gauchisme » de fa-

sûreté du parlementarisme bourgeois ; elle prépare ainsi une situation dans laquelle la lutte de classe du prolétariat se heurtera directement à l'Etat bourgeois, sans que celui-ci puisse se protéger derrière la collaboration avec les appareils réformistes et stalinien.

Mais l'étape qui vient n'est certes pas une étape de lutte directe des masses contre le pouvoir bourgeois ; c'est, au contraire, essentiellement une étape où le pouvoir bourgeois, avec de Gaulle, portera des coups à la classe ouvrière.

C.A.T. Pour les syndicats autonomes qui veulent rester sur le terrain de la lutte de classe, il y a là plus qu'une indication. Leur devoir est de rompre avec ceux qui ne représentent à peu près rien, et qui vont bientôt — farouchement apolitiques — adhérer à la politique du général.

S'il n'y avait, à l'étape actuelle, que la C.G.S.I. et la C.A.T. pour appuyer la politique du général de Gaulle, qui vise, comme nous le démontrons dans cet article, à la désintégration du mouvement syndical, il n'y aurait pas lieu de s'alarmer. Mais la menace vient d'ailleurs. Très précisément, elle se situe au niveau des directions confédérales de toutes les centrales.

qui l'a amené à ne pas publier une résolution envoyée au bureau confédéral de F.O. par un responsable de cette organisation en Algérie, et qui condamnait, dès le 22 mai, les comités de salut public. Bothereau a attendu la formation du gouvernement de Gaulle pour la porter à la connaissance des cadres de la C.G.T.-F.O.

En fait, la « prudence » bien connue du secrétaire général de la Confédération joue aujourd'hui à fond dans un sens qui facilite au gouvernement la réalisation de ses plans. La réserve de Bothereau ne peut s'expliquer que d'une seule manière : s'il prenait position aujourd'hui dans un sens favorable au président du Conseil, cela cristalliserait le large courant, très certainement majoritaire, des militants F.O., hostiles au syndicalisme du type charte du Travail. Le secrétaire général de F.O. adopte une position identique à celle de son collègue Guy Mollet, secrétaire général de la S.F.I.O., position qui consiste à laisser « pourrir » la situation dans leurs organisations respectives jusqu'au moment où, par paliers successifs, leurs organisations s'affaiblissent, P.S. et C.G.T.-F.O. se rallieraient ouvertement au pouvoir personnel, comme l'ont déjà fait Guy Mollet et sa fraction dans le P.S.

cade la C.G.T. qui a tout fait, à sa façon, pour empêcher une action d'ensemble des travailleurs contre l'accession de Gaulle au pouvoir (1) n'est pas, elle-même, profondément troublée. Et ce n'est pas du tout par hasard si le « ralliement » aux thèses du président du Conseil s'esquisse particulièrement chez les opposants-bidon. Fort opportunément, Lebrun, très fatigué, n'a pas participé au dernier C.C.N., tandis qu'Enhi, secrétaire

(1) Répétons-le : le radicalisme verbal de « L'Humanité » ne doit pas faire oublier comment Mauvais amusait les travailleurs avec les « attaques d'aérodromes par les paras », tandis que Linet, le vendredi 30 mai, jour de la grève générale pleinement réussie des enseignants, demandait aux ouvriers de chez Renault... d'expédier des télégrammes aux députés qui s'approprièrent à investir de Gaulle. L'une des raisons pour lesquelles Frachon pose aujourd'hui au « dur », en refusant de se rendre aux convocations du général, c'est qu'il voudrait bien que les travailleurs oublient qu'il n'était pas si dur dans les semaines précédant le 1<sup>er</sup> juin.

général de la Fédération du Livre (C.G.T.), n'a pas hésité à déclarer qu'après tout le fauteuil de sénateur pouvait avoir du bon.

Ainsi, dans toutes les centrales, le général de Gaulle peut compter sur des dirigeants prêts à l'aban-

## LES FRONTIÈRES DU MOUVEMENT OUVRIER

**L**E prolétariat est la classe la plus homogène de la société capitaliste, du fait de la place qu'il occupe dans la production. Mais cette homogénéité n'est que relative. Au sein du prolétariat, il y a des couches plus ou moins défavorisées, plus ou moins privilégiées. L'impérialisme a réussi, en favorisant la constitution d'une aristocratie ouvrière, à faire passer sur ses positions une fraction du prolétariat. La crise du parlementarisme trouve l'une de ses sources essentielles dans l'incapacité où se trouve l'impérialisme de maintenir dans une situation relativement privilégiée une fraction même limitée de la classe ouvrière. « L'austérité » devient une nécessité pour la survie du régime capitaliste. Et l'austérité, c'est-à-dire la surexploitation et les bas salaires, devient incompatible avec un régime de démocratie bourgeoise, et essentiellement avec le maintien des libertés ouvrières et syndicales. Les soupapes de sûreté du parlementarisme bourgeois ont sauté sous la pression des contradictions internes de la société française. En restant dans le cadre bourgeois, il n'y avait aucun moyen de s'opposer au pouvoir personnel, aucun moyen de sauvegarder les libertés ouvrières : c'est cette réalité fondamentale qui mesure toute

don. Pour peu que la situation se développe (et, hélas ! elle ne peut manquer de se développer), la cohorte des futurs sénateurs ne manquera pas de grossir en conséquence.

la portée de la trahison des dirigeants du P.S. et du P.C.F.

Le caractère relatif de l'homogénéité du prolétariat engendre, par voie de conséquences, l'existence de courants politiques divers au sein de la classe ouvrière. Le réformisme, le stalinisme, les différents courants révolutionnaires expriment des tendances précises, ayant leurs racines, à la fois sociales et historiques, à l'intérieur du prolétariat. Ainsi, si les appareils bureaucratiques du réformisme et du stalinisme poursuivent une politique d'adaptation au régime capitaliste, ils reposent néanmoins sur des tendances qui se situent dans le cadre du mouvement ouvrier.

En dernière analyse, et quelle que soit l'apreté des divergences qui opposent les divers courants, si prêts que se montrent les dirigeants des grandes organisations ouvrières à toutes les capitulations devant le capitalisme, il y a une classe ouvrière et une classe bourgeoise, un mouvement ouvrier et des partis bourgeois. Le pouvoir personnel, « l'état fort », vise à démanteler le mouvement ouvrier, à l'atomiser organisationnellement. Et, dans ce sens, l'approbation des vues de de Gaulle sur l'association capital-travail

ou la participation de « représentants des syndicats » au sénat signifie, pour ceux qui y souscrivent, la rupture définitive avec le mouvement ouvrier de dirigeants qui passent du plan d'une politique qui analyse dans les cadres du régime bourgeois les forces de la classe ouvrière, s'exprimant à travers ses organisations, à une politique d'affaiblissement et finalement de destruction, au profit du pouvoir personnel, du mouvement ouvrier.

La différence est capitale. Avec la politique réformiste ou stalinienne d'intégration des syndicats à l'Etat bourgeois « démocratique », le prolétariat conserve, avec ses organisations, la possibilité de déborder sur son propre terrain de classe, la politique des appareils de collaboration avec la bourgeoisie. Il conserve, avec les droits syndicaux, le droit de grève, les délégués (1), etc., des possibilités élémentaires de résistance à l'exploitation patronale. Avec le syndicalisme du type charte du travail (ou association capital-travail, avec ses sénateurs « ouvriers », etc.) ; il est livré, pieds et poings liés, au pouvoir personnel et à l'arbitraire patronal.

Dans le choix devant lequel va se trouver placé le mouvement syndical, il y a tout ce qui a séparé en 1940 Belin de Jouhaux. Belin et Jouhaux, dans la C.G.T., étaient réformistes. Après juin-juillet 1940, Belin devint l'un des instruments de la réaction vichyste pour la liquidation du mouvement ouvrier. Jouhaux resta ce qu'il avait toujours été, l'un des serviteurs ouvriers de la classe bourgeoise, le défenseur, dans les rangs du mouvement ouvrier, d'une politique de collaboration de classe.

C'est là une différence décisive. Le prolétariat, l'avant-garde révolutionnaire ne saurait en aucun cas s'en désintéresser. L'option avec laquelle vont se trouver confrontés confédérations, syndicats et militants est majeure. Disons, dès à présent, que ceux qui, par « gauchisme verbal », ne sauront pas distinguer entre ce que signifiait le Conseil Economique, c'est-à-dire un organisme incarnant une politique de collaboration de classes fondée sur l'existence de syndicats qui regroupent les travailleurs indépendamment du patronat, et ce que signifiait le « sénat » annoncé par le général de Gaulle, c'est-à-dire la consécration du pouvoir personnel, la destruction des syndicats et des libertés ouvrières, ceux-là aussi, s'ils acceptent de participer au « sénat », abandonneront le terrain de classe du prolétariat.

## Un appel des jeunesses socialistes

**N**ous donnons ici connaissance à nos lecteurs d'une déclaration des Jeunesses Socialistes de la Seine. Non seulement, ces jeunes militants tirent des « trahisons successives de la direction du Parti » les conclusions qui s'imposent, mais encore ils prennent l'initiative d'appeler à un « regroupement des jeunes en dehors des appareils, pour former un mouvement de jeunesse, socialiste, indépendant de la direction des divers partis de gauche ».

A un moment où l'écrasante majorité de la jeunesse est inorganisée, où les mouvements qui se réclament d'elle ont manifesté au cours de ces derniers événements leur impuissance, cet appel prend tout son sens. Nul doute qu'il ne corresponde à la volonté et aux aspirations de nombreux jeunes

militants, dégoûtés par leurs organisations mais prêts à lutter pour le socialisme ; nul doute qu'il ne trouve un écho auprès des jeunes que la lutte contre le pouvoir personnel et la menace fasciste ont, ces derniers temps, conduits à la vie politique.

Notons que cette initiative n'est pas unique. Dans d'autres domaines, sur d'autres plans, la volonté des jeunes de trouver les moyens de s'organiser pour lutter s'exprime également. Ainsi, sur l'initiative de militants ajistes de la région parisienne, s'est formé un Comité de Liaison et d'Action des Jeunes, ouvert à tous les jeunes, qui s'est fixé pour tâches la confrontation sur les problèmes de l'heure et l'organisation d'une action unie pour la défense des libertés.

## LES JEUNESSES SOCIALISTES DE LA SEINE, LES MEMBRES DU BUREAU FÉDÉRAL ÉLUS DÉMOCRATIQUEMENT ET DISSOUS PAR LA COMMISSION FÉDÉRALE ADULTE,

— déclarent ne plus pouvoir accepter l'autorité du Bureau National J.S. qui, tant par ses déclarations, ses écrits que ses silences, s'est fait le complice de la politique de répression engagée depuis deux ans par les représentants du Parti au gouvernement, en Algérie, et qui a accepté que des jeunes camarades meurent pour une cause indéfendable, tués par des hommes qui veulent vivre libres ;

— déclarent inadmissible le silence des dirigeants nationaux des J.S. devant les trahisons successives de la direction du Parti, qui s'est faite la complice des factieux, et qui par-là même, s'est montrée prête à accepter le fascisme, conséquence logique de ses reniements répétés.

En conséquence, déclarent ne plus reconnaître le Bureau National des Jeunesses Socialistes, et demandent sa démission.

Appellent tous les jeunes à se regrouper en dehors des appareils, pour former un mouvement de jeunesse, socialiste, indépendant de la direction des divers partis de « gauche », tous plus ou moins discrédités par leurs compromissions et incapables de prendre la direction de la jeunesse ouvrière et étudiante antifasciste.

**D**ANS cette situation difficile, le pôle progressif de cristallisation de la résistance ouvrière est représenté par le Mouvement Syndical Uni et Démocratique, dont les militants viennent de commémorer le premier anniversaire sur la tombe de Griffuelhes, le rédacteur de charte d'Amiens. « Pour ces militants », ont déclaré les dirigeants qui ont pris l'initiative de rassembler le M.S.U.D., « le refus de participer à un sénat est catégorique ». Cette réponse à une question posée par un journaliste lors de la conférence de presse tenue par le Mouvement résume, à notre avis, l'essentiel d'une politique ouvrière conséquente. L'avant-garde révolutionnaire, qui ne distingue pas ses intérêts de ceux de sa classe, ne peut que la faire sienne. Aujourd'hui, il n'y a pas de tâche plus importante que celle de renforcer le front de tous ceux qui, dans le mouvement syndical, veulent préserver, pour la classe ouvrière, la possibilité de s'organiser sur son propre plan. Devant cette tâche, tous les autres problèmes sont devenus mineurs.

(1) Les délégués, bien qu'utilisés à fond par les appareils dans le sens de leur politique de collaboration de classe, n'en constituent pas moins un frein à l'exploitation quotidienne des ouvriers par le patronat.